



Le plan de l'UE pour négocier exclut catégoriquement l'agriculture

© 18/01/2019 |  Arnaud Carpon, avec AFP •  Terre-net Média

La Commission européenne a publié vendredi 18 janvier 2019 son plan pour négocier un accord commercial avec les États-Unis, réitérant son refus catégorique d'y inclure l'agriculture comme Washington le souhaitait.



*L'UE exclut catégoriquement d'inclure les produits agricoles dans la relance des négociations pour un accord commercial avec les États-Unis.
(©Terre-net Média)*

La Commission européenne semble avoir intégré les nombreuses voix qui dénonçaient un accord défavorable pour l'agriculture européenne. Deux ans après l'arrêt des négociations avec les États-Unis en vue d'un accord commercial, les pourparlers sont relancés.

Bruxelles a publié, vendredi 18 janvier 2019 son plan de négociation avec les États-Unis, deux jours après une entrevue, à Washington, entre la Commissaire européenne au Commerce Cécilia Malmström et son homologue américain.

Bonne nouvelle pour les agriculteurs européens et français : ce plan confirme la volonté de l'Union européenne d'**exclure catégoriquement les produits agricoles d'un futur accord**.

La publication de ce plan est une étape importante pour **éviter une guerre des droits de douane** entre les deux blocs. « Ce n'est pas un accord traditionnel de libre échange(...) c'est une proposition limitée mais importante sur les droits de douanes des produits industriels », a déclaré la Commissaire européenne au Commerce, Cécilia Malmström, lors d'une conférence de presse à Bruxelles. « Dans ce mandat de négociation, nous ne proposons **aucune réduction de droits de douane dans le secteur de l'agriculture**. Ce secteur a été mis de côté », a confirmé Cécilia Malström. La France est fermement opposée à ce que ce secteur soit inclus dans les négociations.

La Commission européenne est responsable des négociations commerciales pour l'ensemble des pays de l'UE. Le mandat qu'elle vient de proposer vendredi doit cependant d'abord être approuvé par les 28 pays de l'UE avant qu'elle entame les discussions. L'UE et les États-Unis s'efforcent depuis des mois de concrétiser le principe d'une entente commerciale annoncée fin juillet par le président américain Donald Trump et le chef de la Commission européenne Jean-Claude Juncker. Cette rencontre avait permis d'écarter la menace de Donald Trump d'une hausse des droits de douane sur les automobiles européennes vendues aux États-Unis.